

## CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire est une république démocratique qui, selon les estimations, est peuplée de 18 millions d'habitants. Laurent Gbagbo, candidat du Front Populaire Ivoirien (FPI), est devenu, en 2000, le troisième président du pays. L'élection à la présidence, dont deux des grandes formations politiques, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et le Rassemblement des Républicains (RDR), ont été exclues, fut entachée de graves violences et irrégularités.

En 2002, l'échec de la tentative de coup d'État s'est transformé en une rébellion qui divisa le pays en deux zones, le Nord contrôlé par les rebelles des Forces nouvelles (FN) et le Sud par le gouvernement. L'échec des accords de paix ultérieurs a mené au déploiement en 2004, dans le cadre de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), de 6 000 casques bleus qui se sont joints à l'opération française de maintien de la paix, Licorne, déjà présente dans le pays et forte de 4 000 membres. Environ 8 000 Casques bleus de l'ONUCI et 1 800 soldats de la paix de Licorne étaient dans le pays à la fin de l'année pour appuyer le processus de paix en cours. En général, les autorités civiles ont réussi à garder le contrôle effectif sur les forces de sécurité dans les zones sous le contrôle du gouvernement. En général, les autorités des zones contrôlées par les FN n'ont pas maintenu un contrôle effectif sur les forces de sécurité.

En 2007, le Président Gbagbo et le chef rebelle des FN, Guillaume Soro ont signé l'Accord politique de Ouagadougou (APO), qui prévoyait la tenue d'élections et a abouti au démantèlement de la zone de confiance séparant le nord du sud. À la fin de l'année, près de 90 % de l'administration civile était retournée dans le nord, tandis que les tribunaux itinérants achevaient de distribuer des actes de naissance à de nombreuses personnes qui ne s'étaient jamais inscrites auparavant. Toutefois, l'application d'autres dispositions clés de l'APO, dont le désarmement des factions armées et la détermination de citoyenneté, est demeurée inachevée. Le 11 novembre, le Cadre permanent de consultation pour l'APO annonçait le report des élections présidentielles prévues pour le 30 novembre. À la fin de l'année, aucune date nouvelle n'avait été annoncée.

Le bilan du gouvernement en matière de droits de l'homme a connu une légère amélioration au cours de l'année mais est resté médiocre. En matière de droits de l'homme, les violations

suivantes ont été signalées : restriction du droit des citoyens de changer leur gouvernement ; meurtres arbitraires et illégaux, y compris des exécutions sommaires commises par les forces de sécurité et les milices pro-gouvernementales ; torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par les forces de sécurité ; conditions dans les prisons et centres de détention mettant en danger la vie des personnes ; impunité des forces de sécurité ; arrestations et détentions arbitraires ; déni du droit à un procès public et équitable ; ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer et la correspondance ; harcèlement par la police et abus des Africains non-ivoiriens ; usage de force excessive et autres abus dans les conflits internes ; restrictions sur les libertés d'expression, de presse, de réunion pacifique, d'association et de circulation ; corruption dans la fonction publique ; discrimination et violence envers les femmes, dont la mutilation génitale féminine (MGF) ; maltraitance et exploitation des enfants, y compris le travail forcé et dangereux ; travail forcé et traite des personnes.

Le bilan des FN en matière de droits de l'homme a connu une légère amélioration au cours de l'année mais est resté médiocre. De plus, il a été fait état de meurtres extrajudiciaires commis en toute impunité et accompagnés d'actes de torture. L'ONUCI a signalé des meurtres, disparitions et viols de civils dans les territoires contrôlés par les FN. Au cours de l'année, ces forces ont continué de procéder à des arrestations et des détentions arbitraires et de rendre justice de façon arbitraire et improvisée. Les conditions dans les prisons et les centres de détention des FN mettaient en danger la vie des personnes.

#### RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de l'intégrité de la personne, y compris la liberté de ne pas souffrir de:

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Il a été signalé plusieurs fois que le gouvernement ou ses agents auraient commis des meurtres arbitraires ou illégaux. Les forces de sécurité ont continué de commettre des meurtres extrajudiciaires en toute impunité et les milices pro-gouvernementales se sont rendues responsables de harcèlement, de meurtres et de disparitions de personnes. Souvent, ces crimes sont passés sous silence ou encore ont été rarement déclarés par crainte de représailles.

Le 1<sup>er</sup> avril, la police a ouvert le feu sur des manifestants à Abidjan qui protestaient contre l'augmentation des prix des denrées de première nécessité comme le riz et l'huile de cuisine, causant la mort d'un homme âgé de 25 ans. Aucune mesure n'a été prise contre la police.

Le 16 avril, un gendarme, Drissa Dante, a abattu Camara Mouyama, une fille de 15 ans, alors qu'avec un de ses collègues, il tentait de disperser une foule en colère qui les menaçait. Deux jours après l'incident, le procureur militaire a mis Dante et son collègue en prison et à la fin de l'année, un juge d'instruction était saisi de l'affaire.

Les forces de sécurité ont souvent eu recours à la force létale pour combattre la criminalité galopante et ont souvent commis eux-mêmes des actes criminels avec impunité. Ces incidents se sont souvent produits lorsque les forces de sécurité ont appréhendé des suspects ou tenté d'extorquer de l'argent à des chauffeurs de taxi ou des commerçants dans des postes de contrôle et des barrages routiers.

Au cours de l'année, il y a eu plusieurs meurtres attribués aux membres du Centre de commandement des opérations de sécurité (CECOS), une organisation gouvernementale de lutte contre la criminalité dont les personnels ont été également accusés d'autres violations des droits de l'homme, de racket, d'extorsion et de harcèlement. Des sources ont signalé que des membres du CECOS auraient effectué des exécutions sommaires de voleurs à Abidjan, bien que le ministère de l'Intérieur ait déclaré que toutes les victimes étaient des délinquants tués pendant des opérations anti-criminalité de la police.

Le 27 février, le sergent Alain Yao Konan, membre du CECOS, a tué par balle Bamba Lassina, un chauffeur de gbaka (minibus) âgé de 24 ans, tandis que ce dernier tentait d'échapper à un poste de contrôle de la police à Yopougon. Konan a été jugé et condamné à une peine d'emprisonnement de trois ans.

Il n'y a eu aucun développement au sujet de meurtres, commis en 2007 par les forces du CECOS, de deux évadés de prison, d'un spectateur innocent ou de Toulman Ibrahim.

Durant l'année, des meurtres extrajudiciaires attribués aux FN ont été rapportés dans des zones sous contrôle des rebelles et dans l'ancienne zone de confiance.

En janvier, la division des droits de l'homme de l'ONUCI et des organisations ivoiriennes de défense des droits de l'homme ont déclaré que les FN avaient arrêté cinq personnes à leur domicile et les avaient exécutées dans le cimetière municipal de Bouaké en décembre 2007. Les FN ont nié toute participation aux meurtres et n'ont pas mené d'enquête officielle. Elles ont également détenu quelques personnes liées à l'affaire mais les ont relâchées quelques mois après sans les mettre en accusation.

En juillet, une femme s'est adressée au bureau de la police des Nations Unies (UNPOL) à Bouaké, affirmant que son mari, un soldat des FN, avait disparu. Les autorités des FN ont déclaré à la police des Nations Unies que le mari de cette femme, ainsi que deux autres hommes, avaient été arrêtés pour avoir volé 25 millions de francs CFA (environ 50 000 dollars) dans un village. Les autorités des FN ont affirmé que leurs soldats avaient tué les trois hommes parce qu'ils étaient devenus violents et avaient tenté de fuir. Les FN n'ont pas mené d'enquête en rapport avec cet incident.

Le 9 novembre, quatre soldats des FN stationnés à Boundiali ont arrêté deux soldats des leurs à Odienné, les accusant d'avoir participé à un vol de grand chemin. Selon les déclarations du bureau des droits de l'homme de l'ONUCI à Odienné, les soldats des FN qui ont procédé aux arrestations ont attaché les deux hommes avant de les placer dans un coffre de voiture. Ensuite, ces soldats ont tué le premier, le second ayant réussi à prendre la fuite.

Immédiatement après une mutinerie au sein des FN à Seguela le 24 novembre, des membres de ces forces ont tué neuf prétendus insurgés. Selon ce que rapporte l'ONUCI, celles-ci ont également procédé à l'arrestation de 73 personnes en relation avec cet incident. Le bureau des droits de l'homme de l'ONUCI, qui a rendu visite à des prisonniers dans trois centres de détention des FN, a constaté que la plupart d'entre eux portaient des marques visibles de torture et de mauvais traitements. Quarante-deux des personnes arrêtées ont été finalement libérées mais de nombreux présumés insurgés n'ont pas été localisés, dont Doumbia Amara, enlevé chez lui à Seguela le 24 novembre. Les FN n'ont pas mené d'enquête sur cette affaire.

Les autorités n'ont pris aucune mesure à l'encontre des membres des forces de sécurité ou des Jeunes patriotes (un groupe de jeunes intimement lié au FPI, le parti au pouvoir), responsables d'exécutions sommaires les années précédentes.

L'agent de police qui aurait été responsable du meurtre en 2007 d'un membre des Jeunes Patriotes, Henri Beugre, a été muté après un séjour de quelques semaines en prison.

Aucune enquête n'a été menée sur les nombreux sévices commis par les rebelles durant les années précédentes et parmi lesquels figurent exécutions sommaires et autres meurtres.

À Abidjan et dans l'ouest du pays, on a signalé des atrocités, y compris des meurtres commis par les milices pro-gouvernementales et des bandits armés qui, selon les allégations, feraient partie des FN.

Des cas de conflit de nature ethnique entre des habitants des régions de l'ouest du pays et de nouveaux installés, principalement des Ivoiriens, ont continué d'être signalés (voir section 5).

b. Disparitions

L'on a fait état dans la presse de quelques cas non confirmés de disparitions de certains membres de l'opposition et d'autres Ivoiriens qui, à la fin de l'année, n'avaient toujours pas été retrouvés. La presse a également fait état, sans le confirmer, de la participation des forces de sécurité aux actes d'enlèvement.

Les autorités nationales n'ont fait aucun effort pour appuyer l'enquête menée par la France sur la disparition en 2004 du journaliste franco-canadien Guy André Kieffer. En juillet, la première dame Simone Gbagbo n'est pas comparue à Paris devant un juge d'instruction français pour répondre à certaines questions sur ce dossier ; elle a affirmé n'avoir pas eu connaissance de la citation à comparaître.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Constitution et la loi interdisent de telles pratiques ; les forces de sécurité et les soldats des FN ont, cependant, battu et maltraité des détenus et des prisonniers soit pour les punir soit pour arracher des aveux, ou encore pour leur extorquer de l'argent pratiquement en toute impunité. Les policiers ont forcé des détenus à réaliser des tâches dégradantes sous la menace de violence physique et continué de harceler et d'exiger des pots-de-vin à des personnes du nord ou portant des noms originaires de cette région.

La presse a également fait état, sans le confirmer, de viols de filles et de femmes commis par les forces de sécurité. Il n'y a eu aucun développement au sujet des cas de viol commis les années précédentes par les forces de sécurité.

Les Nations Unies et le pays concerné fournissant des troupes ont achevé leurs enquêtes sur des allégations d'exploitation sexuelle et de sévices de mineurs en 2007 par des personnels de l'ONUCI stationnés à Bouaké. À la fin de l'année, un rapport commun des Nations Unies et de ce pays était à l'étude aux fins de publication de la version finale.

Le 27 mai, la BBC a rapporté des allégations portant sur un autre incident qui aurait mis en cause 10 soldats de la paix de l'ONUCI pour avoir abusé sexuellement d'une Ivoirienne de 13 ans près de chez elle en 2007. Ces faits rapportés faisaient partie du documentaire de la BBC sur la publication du rapport de Save the Children (Royaume-Uni) intitulé « *No One to Turn To* » qui faisait état de cas d'exploitation sexuelle d'enfants par des humanitaires et des soldats de la paix. Les Nations Unies et le pays concerné fournissant des troupes ont mené leur enquête sur cette affaire. Un rapport officiel a été transmis au Secrétariat des Nations Unies en décembre mais, à la fin de l'année, il n'avait pas été rendu public.

En revanche, on a continué de signaler que les Africains non ivoiriens, la plupart des ressortissants de pays voisins, ont fait l'objet d'actes de harcèlement de la part des forces de sécurité et des comités d'« autodéfense », y compris des contrôles répétés de papiers d'identité, des actes d'extorsion de la part des forces de sécurité et du racket.

Dans les zones du pays contrôlées par les Forces nouvelles, la police militaire rebelle a exercé en toute impunité des fonctions d'administration de la justice sans tutelle exécutive ou judiciaire légalement constituée.

Le 9 décembre, des soldats FN auraient arrêté sept personnes, dont trois civils et quatre soldats des Forces, détenu ces dernières dans la prison de Bouna pour avoir participé à des vols à main armée et à la vente de motocyclettes volées. Les soldats FN auraient battu les détenus et les auraient forcés à courir pieds nus dans la ville. Au moins un détenu aurait reçu une balle dans le pied et l'un des civils aurait succombé aux sévices. À la fin de l'année, ces détenus demeuraient enfermés

dans la prison de Bouna et aucune enquête officielle n'avait été menée.

Il y a eu des rapports confirmés de viols de femmes et de filles commis par les membres des FN dans le nord du pays ; il a été également confirmé que les soldats rebelles, dans les zones sous leur contrôle, ont torturé des présumés partisans du gouvernement ou des alliés du chef rebelle rival Ibrahim Coulibaly.

Le 2 janvier, deux soldats d'une brigade mixte composée d'éléments des forces de défense et de sécurité (FDS) du gouvernement et des FN ont violé une fille de 13 ans à Kounahiri. Les autorités n'ont pris aucune mesure contre les présumés violeurs, malgré les appels lancés à la cellule locale FDS-FN par les services des droits de l'homme de l'ONUCI.

Un rapport de l'ONUCI paru en avril constate que deux membres des FN ont violé deux filles âgées de 10 et 12 ans à Bouaké et Danane. Après l'intervention de l'ONUCI, les FN ont appréhendé l'un des présumés violeurs et l'ont maintenu en détention à la prison pour civils de Bouaké, où il demeurait à la fin de l'année.

Le 10 mai, des soldats FN ont arrêté et torturé trois éleveurs de bétail au domicile d'un caporal responsable de l'unité du bétail des FN à Odienné. Le bureau des droits de l'homme de l'ONUCI a rapporté que ces soldats ont retiré les pantalons et chemises des trois hommes pour ensuite les ligoter. Trois jours durant, ces hommes ont été battus avec des ceintures d'uniforme militaire et ont subi des coups de pied, jusqu'à laisser des marques visibles. Durant leur détention, les soldats leur ont donné très peu à manger, une fois par jour, et les ont contraints de dormir à même le sol. Suite à l'intervention du bureau des droits de l'homme de l'ONUCI à Odienné, les trois hommes, qui avaient été détenus pendant dix jours, ont été libérés.

Le 31 août, cinq hommes (y compris deux soldats FN), ont frappé et torturé un homme accusé du vol d'un mouton à Bouaké. Les soldats FN, qui auraient été armés de Kalachnikovs, ont pénétré par effraction dans la maison de la victime et l'ont frappée à coups de matraque, de ceintures d'uniforme militaire et avec la crosse de leurs pistolets. Ils auraient également infligé des brûlures à cet homme avec des allumettes et l'auraient menacé de mort. Aucune mesure disciplinaire n'a été prise contre les auteurs de ces actes.

### Conditions carcérales et dans les centres de détention

Dans les 33 prisons du pays, les conditions étaient mauvaises et parfois susceptibles d'entraîner la mort des détenus. Dans les 22 prisons, qui servaient également de centres de détention dans la zone contrôlée par le gouvernement, cette situation était essentiellement due aux budgets insuffisants et à la surpopulation. Ainsi, la prison centrale du pays, la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA), avait été construite pour 1 500 personnes mais en détenait plus de 5 000. Les conditions à la MACA étaient notoirement mauvaises, surtout pour les pauvres. Certains prisonniers plus fortunés pouvaient, selon certaines sources, « acheter » des cellules plus grandes, de la nourriture et même engager du personnel pour laver et repasser leurs vêtements. L'État fournissait des rations alimentaires journalières mais inadéquates, insuffisante pour empêcher des cas de malnutrition grave chez les prisonniers dont les familles ne leur apportaient pas de nourriture supplémentaire. Au 30 septembre, 161 prisonniers étaient décédés dans les 22 prisons du pays contrôlées par le gouvernement, principalement du fait de la malnutrition et des maladies. Des sources crédibles rapportent que des prisonniers ont fréquemment brutalisé d'autres détenus pour avoir plus d'espace pour dormir ou plus de rations.

Les mineurs de sexe masculin étaient détenus séparément des adultes mais les barrières physiques à la MACA étaient insuffisantes pour assurer une ségrégation complète. À la fin de l'année, il y avait moins de mineurs détenus parmi les adultes qu'auparavant.

Les prévenus étaient détenus parmi les condamnés.

Les conditions carcérales étaient particulièrement difficiles pour les femmes et les locaux prévus pour les soins de santé inadéquats. Il a été souvent signalé que les femmes prisonnières avaient des rapports sexuels avec les surveillants pour obtenir de la nourriture ou des faveurs. Les prisonnières enceintes allaient accoucher à l'hôpital et leurs enfants vivaient souvent avec elles en prison. Les autorités pénitentiaires n'ont accepté aucune responsabilité pour prendre soin des nourrissons ou les nourrir, mais les mères détenues recevaient de l'aide de la part d'organisations non gouvernementales (ONG) locales.

Le gouvernement a donné accès aux prisons au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et à des ONG locales et

internationales dont Médecins du Monde, International Prisons Friendship, Love Amour, Prisonniers sans Frontières et le Secours médical islamique.

Dans les prisons de l'État, les détenus ont continué de subir le contrecoup d'une alimentation et de soins de santé déficients. Au mois d'aout, dans la prison de Daloa, quatre prisonniers ont succombé à la malnutrition. Un autre détenu de cette prison souffrant de blessure par balle, est décédé le 7 aout, les autorités ne l'ayant pas transporté à l'hôpital pour s'y faire soigner.

Les autorités n'ont pris aucune mesure dans l'affaire de 26 détenus qui, en 2007, sont décédés dans la prison de Daloa contrôlée par l'État pour cause de malnutrition, mauvaise hygiène et maladie.

Le 15 décembre, après de violents affrontements dans la MACA deux jours auparavant, un prisonnier a été tué et des dizaines d'autres blessés lorsque la police a lancé une opération pour les contenir. Les autorités carcérales ont soutenu que le prisonnier avait succombé aux coups de poignard infligés par un autre détenu durant les affrontements. Aucune enquête n'a été menée dans cette affaire.

Les FN ont continué d'administrer des centres de détention et des prisons et ont souvent accordé aux équipes locales du CICR et du bureau des droits de l'homme de l'ONUCI un accès à ces installations. En revanche, elles n'ont pas toujours permis à ces organisations de rencontrer en privé les détenus ou les individus incarcérés, et elles ont parfois refusé tout droit de visite à certains détenus.

Les conditions carcérales et dans les centres de détention des FN étaient extrêmement mauvaises, les détenus souvent logés dans des écoles, des salles de cinéma ou d'autres bâtiments convertis pour la circonstance, avec un système d'aération et des installations sanitaires déficients. Au mois d'aout, l'ONUCI a découvert un trou de deux mètres de profondeur, couvert de barres en fer, dont se servaient les FN comme lieu de détention illégal. Malgré les nombreuses tentatives de l'ONUCI pour discuter de ce sujet avec le chef de section FN, ce trou de détention illégal a continué de servir.

Les conditions dans les prisons FN étaient, de très loin, pires que celles régnant à la MACA. Les employés de Prisonniers sans frontières ont rénové les prisons de Bouaké et Korhogo situées

dans les zones FN, mais à la fin de l'année, elles n'étaient pas encore opérationnelles. Les FN ne disposaient pas de personnel suffisant pour administrer les deux prisons et ne pouvaient pas non plus donner aux prisonniers une alimentation et des soins de santé adéquats. De nombreux détenus ont souffert de maladies respiratoires, de tuberculose ou de paludisme en raison du manque de soins et de conditions non hygiéniques.

Des personnes sont décédées alors qu'elles étaient détenues par les FN, et l'on continuait de recevoir des rapports crédibles que des prisonniers mouraient dans les prisons des FN. Le bureau des droits de l'homme de l'ONUCI à Bouaké a rapporté que, au début du mois d'octobre, un élément FN soupçonné de vol et de possession illégale d'armes à feu a été retrouvé mort dans sa cellule. Les autorités locales ont soutenu qu'il s'était pendu.

#### d. Arrestation ou détention arbitraire

La Constitution et la loi interdisent l'arrestation et la détention arbitraires ; cependant, elles ont eu lieu fréquemment.

#### Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les forces de sécurité sous la tutelle des ministères de la Défense et de l'Intérieur englobent l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air, la garde républicaine, les forces de sécurité présidentielle et la gendarmerie, un corps des forces armées responsable en général de la répression. Les forces de police, sous la tutelle du ministère de l'Intérieur, comprennent des unités paramilitaires d'intervention rapide telles que la Brigade antiémeutes et la Compagnie républicaine de sécurité, les agents de police en civil et la Direction de la sécurité du territoire (DST). En 2005, le ministère de l'Intérieur a créé le CECOS pour combattre la criminalité en hausse à Abidjan. Des agents de sécurité de la direction centrale recueillaient et distribuaient des informations relatives à la criminalité et coordonnaient les activités des forces de sécurité.

Le manque de formation et d'encadrement efficaces des forces de sécurité, la corruption, la crainte du public de porter plainte et les enquêtes menées par des forces de sécurité, elles-mêmes auteurs d'abus, ont contribué à une impunité généralisée et à une situation d'anarchie dans le pays. Le racket dans les barrages routiers est un problème toujours grave. Il y a eu, par rapport à l'année précédente, moins de cas signalés de forces de sécurité obligeant les personnes retenues aux barrages à faire

des pompes pendant qu'on les battait ou leur faisait subir d'autres formes de sévices.

En juin, le gouvernement a lancé une offensive nationale de lutte contre le racket aux points de contrôle, arrêtant certains automobilistes qui avaient versé des pots-de-vin aux forces de sécurité, mais pas les agents de police qui auraient accepté ces paiements. Ceux qui refusaient de verser des pots-de-vin ont continué de risquer la confiscation de leurs papiers d'identité, le harcèlement, l'intimidation ou encore les mauvais traitements.

Les agents de police demandaient des faveurs sexuelles aux prostituées en lieu et place d'arrestations. Les forces de sécurité ont été souvent accusées d'être à l'origine de la criminalité en hausse à Abidjan ; par exemple, des sources crédibles ont indiqué que les agents des forces de sécurité louaient leurs uniformes et leurs armes à des personnes qui voulaient se lancer dans des activités délictuelles.

Les forces de sécurité ont souvent recouru à la force excessive et parfois létale durant les opérations de maintien de l'ordre et lorsqu'elles dispersaient les manifestants.

En outre, les forces de sécurité ont parfois échoué à prévenir la violence.

Le gouvernement a parfois pris des mesures à l'encontre d'agents de police qui ont commis des abus. Toutefois, en général, il n'a pas mené d'enquête ni sanctionné suffisamment les auteurs d'abus. Le gouvernement n'a pas non plus poursuivi les personnes qui, durant les années précédentes, étaient responsables de disparitions ou de meurtres illégaux.

Le gouvernement a collaboré avec l'ONUCI durant l'année pour donner une formation aux forces de sécurité sur les droits de l'homme avant les élections prévues pour novembre ; par la suite, ces activités ont été reportées.

#### Arrestation et détention

La loi prévoit que les agents de l'État doivent avoir un mandat pour mener des perquisitions même si, parfois, la police s'est servie de mandats de perquisition générale où ne figurent ni nom ni adresse. Un système de liberté sous caution existe ; elle est exclusivement à la discrétion du juge saisi de l'affaire. En général, les détenus ont eu accès à leurs avocats mais ceux qui

sont accusés de complicité avec les rebelles ou d'autres délits se rapportant à la sécurité nationale sont souvent privés d'accès à leurs avocats ou leurs familles. Pour les délits plus graves, l'État commet des avocats d'office à l'intention de ceux qui n'ont pas les moyens d'engager un avocat ; cependant, les auteurs présumés d'infractions moins graves sont rarement représentés.

Un procureur de la République peut ordonner, sans chef d'accusation, la détention d'un suspect durant 48 heures. De plus, dans les dossiers spéciaux portant par exemple sur des atteintes présumées à la sécurité nationale, la loi permet une garde à vue de 48 heures supplémentaires. Selon des membres du syndicat des juristes, la police a souvent détenu des personnes, sans chef d'accusation, au-delà de la durée légale de 48 heures et parfois les magistrats n'ont pas été en mesure de vérifier la libération des détenus qui n'ont pas été mis en accusation. Les prévenus n'ont pas droit à une décision judiciaire au sujet de la légalité de leur détention. Un magistrat peut ordonner jusqu'à quatre mois de détention provisoire mais doit également fournir chaque mois au ministère de la Justice une justification écrite d'une détention continue.

La DST est chargée de recueillir et d'analyser des informations relatives à la sécurité nationale. La DST a le pouvoir de détenir une personne, sans chef d'accusation, pour une durée maximale de quatre jours ; les organisations de défense des droits de l'homme ont cependant déclaré qu'il y a eu de nombreux cas de détention dépassant la durée légale.

Le 17 janvier, les forces de sécurité ont arrêté 11 personnes qui auraient selon elles planifié un coup d'État. Ces personnes étaient liées à l'ancien chef rebelle Ibrahim Coulibaly, dont les partisans auraient attaqué des forces FN à Bouaké en décembre 2007, causant la mort de plusieurs personnes. Ces individus ont nié toute participation à une tentative de coup d'État et, à la fin de l'année, n'avaient pas encore été jugés.

Abdul Ibrahim Redda, un Ivoirien naturalisé d'origine libanaise, qui avait été déporté en 2007 sans être jugé, a pu retourner au pays.

Il y a eu, par rapport à l'année précédente, moins de cas signalés d'arrestations arbitraires, par les forces de sécurité, de commerçants et de transporteurs, arrestations souvent accompagnées de harcèlement et de demandes de pots-de-vin.

Policiers et gendarmes ont détenu des personnes dans divers camps militaires à Abidjan mais de tels cas ont été moins fréquemment signalés par rapport à l'année précédente. Un petit nombre de ces détenus ont été traduits en justice.

De nombreux détenus ont continué de souffrir de longues périodes de détention à la MACA et dans d'autres prisons en attendant leur procès. Malgré la durée légale de 10 mois de détention provisoire pour les affaires civiles et de 22 mois pour les affaires pénales, quelques prévenus ont été détenus pendant des années. Au 30 septembre, l'Administration pénitentiaire nationale a signalé que 30 % des 11 143 personnes détenues dans les 22 prisons administrées par le gouvernement étaient des prévenus en attente de procès.

#### Amnistie

Aucun décret d'amnistie n'a été édicté durant l'année.

#### e. Dénier de procès équitable et public

La Constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant ; en pratique, cependant, le judiciaire était susceptible d'être influencé par l'exécutif, les forces armées et d'autres forces extérieures. Même si le pouvoir judiciaire était indépendant dans les affaires pénales ordinaires, il en référait à l'exécutif quand il s'agissait de dossiers de sécurité nationale ou d'affaires politiquement délicates. Par ailleurs, des sources crédibles ont signalé que les juges étaient corrompus. Il était courant que des juges, susceptibles de corruption, manipulent les fondements judiciaires d'un dossier. Des juges auraient accepté des pots-de-vin et des faveurs de nature sexuelle. Le pouvoir judiciaire était lent et inefficace.

L'appareil judiciaire formel est coiffé par une Cour suprême et composé d'une cour d'appel, de tribunaux de grande instance et d'un conseil constitutionnel. La loi accorde au président le pouvoir de remplacer le président de la Cour suprême à la suite d'une nouvelle législature.

#### Procès

La loi accorde le droit à un procès public même si, parfois, des preuves importantes ont été présentées en secret. Seule la Cour d'assises tient des procès devant jury, au cas par cas et pour des affaires pénales. Cette instance, qui ne s'était pas

constituée depuis 2002 en raison du manque de fonds pour payer les salaires, a repris ses activités le 2 septembre.

Le gouvernement n'a pas toujours respecté la présomption d'innocence. Ceux qui sont condamnés ont le droit d'interjeter appel, bien que les juridictions supérieures aient rarement cassé des décisions. Les prévenus accusés de crimes ou de crimes passibles de la peine capitale ont droit à un avocat. Les autres ont eux aussi droit à un avocat mais cela n'est pas obligatoire. La justice fournit des avocats commis d'office ; toutefois, aucune assistance juridique gratuite n'était disponible sauf dans de rares cas où des membres du barreau donnaient gratuitement des conseils à des inculpés pour un temps limité.

Les prévenus ont le droit d'être présents à leur procès mais ne peuvent pas présenter de témoins ou de preuves à leur décharge, ou encore interroger des témoins à charge. Les inculpés ne peuvent consulter les preuves de l'accusation, mais leurs avocats ont légalement le droit de le faire. Les tribunaux peuvent juger des inculpés par contumace.

En milieu rural, des institutions traditionnelles administraient souvent la justice au niveau des villages en s'occupant, conformément au droit coutumier, de dossiers portant sur des conflits familiaux et de simples questions foncières. Les différends se réglaient à la suite de longs débats et il n'y a eu aucune indication de recours au châtement corporel. L'appareil judiciaire formel prenait de plus en plus le dessus sur ces mécanismes traditionnels. La loi prévoit explicitement la fonction de grand médiateur, nommé par le président, et dont la mission serait de rapprocher les méthodes traditionnelles et modernes de règlement de différends. Les grands médiateurs n'ont pas eu d'activités durant l'année.

Les tribunaux militaires n'ont pas jugé de civils. Même si le système de justice militaire n'était pas doté de cours d'appel, ceux qui sont condamnés par un tribunal militaire peuvent déposer une requête auprès de la Cour suprême pour que celle-ci casse le verdict du tribunal et ordonne un second procès.

Il y avait peu d'information sur le système judiciaire que les FN employaient dans les régions nord et ouest du pays. Il n'y a eu aucun développement nouveau dans l'affaire des exécutions, en 2007, de Seydou Traoré et de plusieurs autres personnes accusées de comploter pour renverser le gouvernement avec l'aide du chef militaire en exil, le sergent Ibrahim Coulibaly.

### Prisonniers et détenus politiques

On n'a fait état d'aucun prisonnier ou détenu politique.

### Procédures et recours judiciaires au civil

La Constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant en matière civile ; le judiciaire était, cependant, susceptible de corruption, d'influence extérieure et de favoritisme fondé sur les relations familiales ou ethniques. Les citoyens ont le droit d'intenter des procès soit pour demander des dommages-intérêts en cas de violation des droits de l'homme soit pour une mise à terme de ces violations ; cependant, ces procès étaient rares. La justice a été lente et inefficace et il y a eu des problèmes pour faire exécuter les ordonnances des tribunaux des affaires familiales.

#### f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer et la correspondance

La Constitution et la loi accordent ces droits ; néanmoins, le gouvernement ne les respectait pas dans la pratique, même si, par rapport aux années précédentes, on a moins fait état de ces cas. Les agents de l'État doivent être munis de mandats pour conduire des perquisitions, obtenir l'accord du procureur pour garder toute preuve saisie au cours d'une perquisition et avoir des témoins lors d'une perquisition qui peut être effectuée à n'importe quel moment ; en pratique, cependant, la police se servait parfois de mandats de perquisition générale sans nom ni adresse.

Les forces de sécurité ont placé les conversations téléphoniques privées sur table d'écoute mais l'on ignore l'ampleur de cette pratique. Le gouvernement a admis qu'il écoutait les appels sur téléphone fixe et mobile. Les autorités surveillaient lettres et colis à la poste pour d'éventuelles activités criminelles et elles auraient, croit-on, surveillé le courrier privé, même si cela n'a pas été prouvé. Des membres du gouvernement auraient continué à se servir d'étudiants comme indicateurs.

Les FN ont continué d'utiliser les biens et véhicules confisqués de fonctionnaires et de partisans présumés du président Gbagbo ; les FN ont toutefois libéré certains biens confisqués les années précédentes.

Section 2 Respect des libertés civiles, y compris :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

La Constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse mais, en pratique, le gouvernement a imposé des restrictions sur ces droits. À la suite de la rébellion de 2002, le gouvernement a réduit la liberté de la presse au nom du patriotisme et de l'unité nationale. Les journalistes ont continué de pratiquer l'autocensure par crainte des représailles. Les autorités n'ont pas hésité à punir leurs détracteurs à travers la justice.

Le 23 janvier, le président Gbagbo a signé un décret nommant de nouveaux membres indépendants appelés à siéger aux conseils d'administration des organisations assurant l'édition du quotidien officiel du gouvernement, Fraternité Matin, et à contrôler le réseau national de radio-télédiffusion, Radiodiffusion Télévision Ivoirienne. Les postes étaient en effet vacants depuis 2006, lorsque le président Gbagbo avait licencié les anciens conseils et nommé deux directeurs par intérim, alliés de son parti, le FPI.

Fraternité Matin, qui avait le plus grand tirage de tous les quotidiens, critiquait rarement la politique du gouvernement. Il y avait plusieurs journaux privés qui critiquaient fréquemment la politique gouvernementale, le président et le parti au pouvoir. La plupart des journaux étaient politisés et avaient quelquefois recours à des informations inventées de toutes pièces pour diffamer les adversaires politiques.

Le 5 janvier, des responsables ont accusé Antoine Assale Tiemoko, directeur d'une petite ONG, de diffamation pour avoir publié un article sur la corruption dans l'appareil judiciaire du pays. Il a été condamné à une peine d'un an d'emprisonnement et a versé une amende de 600 000 francs CFA (environ 1 200 dollars). À la fin de l'année, Tiemoko continuait de purger sa peine à la MACA.

Le 13 décembre, la police a arrêté Ebenezer Viwami, rédacteur d'Alerte Info, une agence de presse indépendante d'Abidjan, l'accusant d'avoir publié de faux renseignements sur une émeute qui avait eu lieu le même jour dans la prison centrale de cette ville. Viwami fut relâché le 18 décembre sans qu'aucun chef d'accusation ne soit retenu contre lui.

Les stations de radio privées ne maîtrisaient pas entièrement leur contenu éditorial. Les règles audiovisuelles du pays interdisent la diffusion de tout commentaire politique. Le

gouvernement se servait du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA), contrôlé par le parti au pouvoir, pour surveiller étroitement Radio Nostalgie parce que les principaux actionnaires de la société étaient proches du président du RDR, Alassane Ouattara. La CNCA a interdit Radio France International (RFI) d'opérer dans le pays pendant trois mois durant l'année, soutenant que ses émissions étaient empreintes de favoritisme en raison de l'absence d'un correspondant de la radio basé dans le pays. La CNCA a levé l'interdiction après l'arrivée à Abidjan au mois de mai d'un correspondant permanent de RFI.

Le gouvernement n'a pratiqué aucune ingérence dans les affaires de la station radio de l'ONUCI, ONUCI-FM, mais tout comme les quelque 121 radios de proximité ou communautaires du pays, les 19 partenaires locaux de cette station ont été assujettis à la réglementation nationale, qui interdit la transmission de messages ayant une relation avec la politique.

Le gouvernement et le parti au pouvoir, le FPI, ont continué d'exercer une influence considérable sur le contenu des programmes télévisés des médias officiels et sur leur couverture nationale de l'actualité. Les chefs de l'opposition se sont fréquemment plaints, au cours de l'année, du fait que la presse officielle n'accordait pas aux émissions de télévision de l'opposition un temps d'antenne égal.

Il n'y a eu aucun nouveau développement dans les dossiers datant de 2007 concernant l'éditeur de quotidien Denis Kah Zion et du rédacteur André Silver Konan, qui demeuraient tous deux en prison pour « outrage à chef d'État » à la fin de l'année.

Les médias ont contribué à aggraver les tensions et les journaux appuyés par les partis politiques ont publié des éditoriaux incendiaires et instauré un climat d'hostilité envers les opposants politiques. L'Observatoire ivoirien de la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie et la Commission nationale de la presse qui veillent à l'application des réglementations en matière de création, de propriété et de liberté de la presse ont régulièrement publié des communiqués de presse exhortant les journalistes à plus de retenue.

Les membres des forces de sécurité ont continué de harceler et de battre les journalistes. Les membres de la presse, notamment les employés des journaux d'opposition, ont continué de subir des actes d'intimidation physique de la part de groupes affiliés au FPI, le parti au pouvoir.

Le gouvernement a harcelé et emprisonné des journalistes étrangers.

En janvier, le journaliste français indépendant Jean-Paul Ney a été arrêté au motif qu'il avait porté atteinte à la sécurité nationale au moment où paraissaient sur Internet des images vidéo qu'il aurait tournées sur les préparatifs de coup d'État du sergent en exil de l'armée, Ibrahim Coulibaly. Le 23 septembre, M. Ney aurait tenté de se suicider durant son incarcération et à la fin de l'année, il demeurerait en prison à Abidjan, son procès n'ayant pas encore commencé.

En juillet, des membres de la Garde républicaine du président ont harcelé et brutalisé le correspondant de RFI, Norbert Navarro, pour l'empêcher de couvrir une réunion de cabinet au palais présidentiel. Le bureau du premier ministre négocia avec les membres de la Garde pour obtenir sa libération.

Aucune mesure n'a été prise à l'endroit des groupes de jeunes progouvernementaux qui ont, au cours des années précédentes, agressé, menacé, arrêté ou harcelé des journalistes. Durant l'année, il n'y a eu aucun cas signalé de Jeunes patriotes attaquant des journalistes, détruisant des exemplaires de quotidiens indépendants ou de l'opposition, ou bien menaçant les vendeurs de journaux.

La loi permet au gouvernement d'initier des poursuites en diffamation au pénal contre des fonctionnaires. En outre, l'État peut, à sa discrétion ou à la demande du plaignant, criminaliser un dossier de diffamation au civil. La diffamation criminelle était passible d'une peine de trois mois à deux ans de prison.

Dans la zone contrôlée par les FN, celles-ci diffusaient, à partir de Bouaké, leurs propres programmes, y compris des émissions de radio et de télévision qu'on entendait dans les villes et villages aux environs de Bouaké et, selon certaines sources, jusqu'à Yamoussoukro, la capitale politique. Dans l'ouest du pays, les FN diffusaient également leurs programmes à partir d'une station de radio locale aux environs de Man. Elles ont continué d'autoriser, dans leurs zones, la diffusion des programmes de radio ou de télévision gouvernementale. En outre, elles autorisaient la distribution dans leur territoire de tous les journaux progouvernementaux et de la quasi-totalité des journaux indépendants.

Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des éléments FN qui ont battu, harcelé et tué des journalistes au cours des années précédentes.

#### Liberté sur Internet

Il n'y a eu aucune restriction imposée par le gouvernement sur l'accès à Internet ni d'indication que le gouvernement surveillait le courrier électronique ou les forums de discussion. Les groupes et les particuliers pouvaient prendre part à l'expression pacifique de leurs points de vue par Internet, y compris par courriel. La population avait accès à Internet dans les cybercafés mais pour la majorité, le coût de l'accès à domicile était prohibitif.

#### Liberté académique et manifestations culturelles

Le gouvernement a imposé des restrictions à la liberté académique. La Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), le groupe militant estudiantin progouvernemental créé au début des années 1990, a suscité un climat de peur et d'intimidation dans les universités et les établissements secondaires, interrompant régulièrement les cours, forçant les étudiants à assister aux réunions et menaçant les professeurs qui s'ingéraient dans leurs activités. Le gouvernement contrôlait la quasi-totalité des installations scolaires, et un décret présidentiel exigeait une autorisation pour toute réunion dans les campus.

De nombreux intellectuels renommés, actifs dans les milieux politiques de l'opposition ont gardé leur poste dans les établissements d'enseignement public ; cependant, certains enseignants du primaire, du secondaire et d'université ont laissé entendre qu'ils avaient été mutés (ou craignaient de l'être) à des postes moins désirables à cause de leurs activités politiques. Selon les déclarations de l'Union des étudiants, les forces de sécurité ont continué de se servir d'étudiants comme indicateurs pour surveiller les activités politiques à l'Université d'Abidjan.

La FESCI a continué de harceler violemment les étudiants et les enseignants durant l'année.

Le 8 février, le bureau des droits de l'homme de l'ONUCI a réalisé une mission sur le terrain dans la région d'Oumé, en réponse aux affrontements entre la FESCI et des étudiants fréquentant le Lycée scientifique. L'ONUCI a rapporté que 15

étudiants ont subi des blessures à la tête et au dos durant les affrontements, qui ont eu lieu le 6 février. La mission a également documenté plusieurs cas présentés par sept clubs de défense des droits de l'homme indiquant que certains membres de la FESCI avaient menacé d'autres étudiants sur leur campus et leur avaient extorqué de l'argent.

Le 7 mai, Human Rights Watch présentait un rapport intitulé « La meilleure école : La violence estudiantine, l'impunité et la crise en Côte d'Ivoire, lequel documentait plusieurs cas de violence, d'extorsion, de racket, de torture, d'exécutions sommaires et de viols perpétrés en toute impunité par des membres de la FESCI.

Le 13 octobre, 12 membres de la Fédération auraient agressé et battu violemment un professeur d'université de 34 ans à Abidjan. Aucune mesure n'ayant été prise à l'encontre des auteurs, les enseignants se sont mis en grève en signe de protestation contre les allégations d'abus pesant contre la FESCI, durant une semaine à partir du 27 octobre.

Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des membres de la FESCI responsables d'incidents violents signalés au cours des années précédentes.

#### b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

##### Liberté de réunion

La loi prévoit la liberté de réunion ; cependant, le gouvernement a parfois limité, en pratique, ce droit. Les groupes qui désiraient organiser des manifestations ou des rassemblements dans des stades ou dans d'autres espaces fermés étaient tenus par la loi de présenter par écrit un avis de leur intention au ministère de la Sécurité ou de l'Intérieur trois jours avant l'activité en question. Aucune loi n'autorise explicitement l'État à interdire des réunions ou manifestations publiques pour lesquelles un préavis a été dûment présenté, mais le gouvernement a interdit certaines manifestations considérées comme étant préjudiciables à l'ordre public. Même si une autorisation était accordée pour une activité précise, le gouvernement pouvait ultérieurement la révoquer. En 2006, le président Gbagbo a renouvelé une interdiction portant sur toutes les formes de manifestations publiques en plein air à Abidjan. L'interdiction n'avait pas encore été levée à la fin de l'année.

Aucun rapport n'a fait état de harcèlement ou de détention par des membres des forces de sécurité à l'encontre de membres du RDR qui tentaient de se réunir.

La police a usé de la force pour disperser des manifestations antigouvernementales, ce qui a causé des blessures. Le 31 mars, la police anti-émeute a blessé 10 personnes qui manifestaient contre l'enchérissement des produits de première nécessité comme le riz et l'huile de cuisine.

Il n'y a eu aucun développement sur les cas, datant des années précédentes, où la police avait fait usage de la force pour disperser des manifestants.

Six personnes ont été blessées, dont deux grièvement, et 44 personnes arrêtées lorsque des soldats FN ont arrêté par la force une manifestation de fonctionnaires redéployés à Korhogo qui protestaient contre le non-paiement de leurs allocations de réinstallation. Les fonctionnaires ont entamé une grève de 96 heures le 21 octobre.

#### Liberté d'association

La loi prévoit la liberté d'association et le gouvernement a, dans l'ensemble, respecté ce droit. Cependant, la loi interdit la création de partis politiques sur des critères ethniques ou religieux, qui sont tous les deux des facteurs majeurs dans la composition de certains partis.

#### c. Liberté de religion

La loi et la Constitution prévoient la liberté de religion et le gouvernement a, dans l'ensemble, respecté ce droit. Même si le conflit politique dans le pays avait des racines ethniques plutôt que religieuses, les affiliations politiques et religieuses avaient tendance à suivre les clivages ethniques. Ainsi, l'affiliation religieuse était un signe important de l'alliance politique. Au cours de l'année, les actions visant les musulmans soupçonnés d'avoir des liens avec la rébellion ont continué de diminuer.

Il n'y a aucune religion officielle. Cependant, pour des raisons historiques, les hauts fonctionnaires ont favorisé officieusement le christianisme, notamment l'église catholique. Par exemple, les écoles catholiques bénéficient de subventions publiques.

Certains musulmans estimaient que leur appartenance religieuse ou ethnique ont fait d'eux l'objet de discrimination de la part des pouvoirs publics en matière d'emploi et de renouvellement de leurs pièces d'identité. Étant donné que les musulmans du Nord portaient les mêmes noms, s'habillaient de la même manière et avaient les mêmes coutumes que les ressortissants de plusieurs pays voisins à majorité musulmane, ils étaient souvent accusés, à tort, de tenter de se procurer illicitement des cartes d'identité nationale pour voter ou profiter d'une autre manière de la nationalité. Cette situation a causé des difficultés à un grand nombre de citoyens musulmans.

La loi exige l'inscription des groupes religieux souhaitant fonctionner dans le pays. L'inscription était, cependant, une formalité approuvée systématiquement.

#### Abus et discrimination sociétaux

La communauté juive de Côte d'Ivoire comptait moins de 100 personnes, et il n'y a eu aucun cas signalé d'antisémitisme.

Pour de plus amples détails, voir le Rapport international 2008 sur la liberté de religion à l'adresse [www.state.gov/g/drl/irf.rpt](http://www.state.gov/g/drl/irf.rpt).

- d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La Constitution et la loi ne prévoient pas explicitement des droits en matière de liberté de circulation, de voyage à l'étranger, d'émigration ou de rapatriement et le gouvernement a limité, au cours de l'année, la liberté de circulation. Il y avait souvent des restrictions sur les déplacements à l'intérieur du pays. Un couvre-feu est resté en vigueur ; il interdisait aux citoyens d'entrer ou de sortir des limites de Yamoussoukro et d'Abidjan entre minuit et 5 heures du matin. Les forces de sécurité, les comités civils locaux d'«autodéfense» ainsi que les agents des Eaux et forêts et de la douane érigeaient et administraient souvent des barrages routiers sur les grands axes où ils extorquaient régulièrement de l'argent aux voyageurs.

Les personnes vivant en territoire contrôlé par les FN ont continué de subir des harcèlements et des actes d'extorsion lorsqu'elles se déplaçaient d'une ville à l'autre, et qu'elles quittaient ou pénétraient la région du sud, contrôlée par les

forces du gouvernement. Les forces de sécurité s'en prenaient également aux habitants du nord qui essayaient d'accéder à la zone contrôlée par le gouvernement. Les frais pour voyager soi-même et traverser de nombreux barrages ou payer un coursier pour le faire à sa place étaient élevés. Des agents de l'État ont déclaré qu'un citoyen du nord qui faisait le trajet aller-retour de Bouaké et d'autres villes à Yamoussoukro pour percevoir son salaire payait entre 20 000 et 30 000 FCFA (40 dollars et 60 dollars). Un passeur de fonds ou un service bancaire informel coûtait soit 5 000 FCFA (10 dollars) soit un pourcentage fixe de la somme virée.

À la fin de l'année, environ 70 % des banques privées et des services financiers publics avaient rouvert leurs portes dans le nord, ainsi éliminant la nécessité pour de nombreux employés et retraités de se rendre à Bouaké pour y réaliser des opérations bancaires. Dans la région ouest, la situation ne changeait pas : les banques privées et les services financiers publics n'avaient pas encore repris leurs activités.

La loi interdit explicitement l'exil forcé et aucune personne n'a été exilée de force au cours de l'année.

#### Personnes déplacées

Il y avait un grand nombre de déplacés à l'intérieur du pays à la suite de la crise de 2002. Les plus récentes statistiques du Fonds des Nations Unies pour la population estimaient le nombre total de déplacés dans le pays à 709 000 personnes. Plus de 90 % d'entre elles vivaient avec des familles d'accueil et près de 70 % à Abidjan. Cependant, d'autres organisations humanitaires et bailleurs de fonds ont noté que ces statistiques comprenaient des déplacés qui avaient toujours accès à leur salaire de fonctionnaire même après leur déplacement.

Pendant la crise, les forces progouvernementales et rebelles ne visaient pas en général les civils mais les conflits et les affrontements ethniques ont forcé beaucoup de personnes à fuir les zones de conflit. D'autres personnes sont parties pour la simple raison qu'elles se sentaient mal à l'aise dans la région de ce pays divisé où elles se trouvaient au début. Les barrages routiers et les postes de péage ne permettaient pas aux civils de se déplacer facilement à travers le pays. Les personnes déplacées continuaient de représenter un lourd fardeau pour les communautés d'accueil, particulièrement en raison de la crise prolongée.

Depuis la signature de l'APO en mars 2007, les progrès importants qui ont été réalisés pour arriver à la paix ont encouragé le retour spontané et assisté des déplacés dans leurs foyers. À la fin de l'année, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies estimait qu'environ 76 000 déplacés étaient de retour dans leurs villages de l'ouest et que 45 000 personnes vivaient encore avec des familles d'accueil et qu'elles avaient encore besoin d'assistance.

L'aide gouvernementale, notamment au nord et à l'ouest où les fonctionnaires et les infrastructures ne sont que partiellement installés, ne répondait pas aux besoins de ces personnes. Les ONG locales et internationales œuvraient pour combler le vide.

Le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Solidarité et des victimes de guerre ont collaboré étroitement avec les institutions des Nations Unies sur la question des personnes déplacées afin de s'assurer que les plans nationaux de réinstallation des déplacés étaient conformes aux recommandations des Nations Unies en la matière.

Au cours de l'année, les agences onusiennes et les autorités nationales ont continué de faciliter le retour, à petite échelle, de personnes déplacées vers plusieurs localités dans l'ouest du pays. Au 4 septembre, l'Organisation internationale pour les migrations estimait que 150 déplacés, dont la majorité était d'origine burkinabè, demeuraient toujours dans le Centre d'accueil temporaire des déplacés de Guiglo, malgré sa fermeture le 31 juillet. À la fin de l'année, le gouvernement n'avait toujours pas réglé cette question.

Même s'ils étaient de bien moindre envergure par rapport aux années précédentes, les nouveaux déplacements de populations continuaient régulièrement dans la région occidentale, notamment dans le secteur de Guiglo et l'ancienne ZDC.

#### Protection des réfugiés

La Constitution et la loi prévoient l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié en vertu de la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967. Le gouvernement a établi un système pour assurer la protection des réfugiés. La Côte d'Ivoire est signataire de la Convention de 1969 de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects spécifiques des problèmes de réfugiés en Afrique ; la loi prévoit l'octroi de l'asile en vertu de cette convention.

En pratique, le gouvernement a accordé une protection contre l'expulsion ou le retour des réfugiés dans un pays où leur vie ou leur liberté serait mise en danger. Le gouvernement a accordé le statut de réfugié et l'asile. Il a également coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires dans le cadre de l'assistance aux réfugiés. En outre, un service public est chargé d'aider les réfugiés et personnes apatrides.

Le gouvernement a également accordé une protection provisoire à des personnes qui pourraient ne pas remplir les conditions requises pour être considérées comme réfugiés en vertu de la Convention de 1951 ou du Protocole de 1967.

En Côte d'Ivoire, de nombreux réfugiés sont du Libéria. Parfois, certains agents de sécurité ne reconnaissent pas la validité des pièces d'identité délivrées aux réfugiés par le gouvernement ou le HCR. Par rapport aux années précédentes, on a moins fait état de cas où les forces de sécurité auraient détruit les pièces d'identité des réfugiés, les auraient arbitrairement détenus, leur auraient lancé des injures et les auraient battus aux postes de contrôle ; cependant, ces abus ont eu lieu.

Les Libériens entrés dans le pays avant l'accord de paix de 2003 au Libéria ont bénéficié du principe d'appartenance au groupe et ont reçu des cartes temporaires de réfugiés. Les Libériens qui sont entrés dans le pays après l'accord de paix n'ont pas reçu de cartes temporaires. Dans certains cas, des demandeurs d'asile à qui le statut de réfugié n'a pas été accordé par le gouvernement ont obtenu du HCR des certificats de réfugiés. La loi sur les cartes d'identité comprend une disposition qui permet de délivrer des cartes d'identité à des non-Libériens âgés de plus de 14 ans et dont le statut de réfugié a été accordé par la Commission nationale d'éligibilité.

Le gouvernement a commencé à faciliter l'insertion sociale de réfugiés dont la régularisation tardait considérablement. L'Office national de l'identification, en collaboration avec le HCR et le Service ivoirien d'aide et d'assistance aux réfugiés et apatrides, a continué de fournir des cartes d'identité de réfugiés aux réfugiés libériens sans papiers, ce qui a permis à ces derniers de résider légalement et de travailler dans le pays durant la durée de validité de leur statut de réfugié. Les réfugiés avaient également la possibilité de se faire naturaliser.

Le gouvernement a continué d'aider les réfugiés à rentrer chez eux volontairement et dans la sécurité. À la fin de l'année, le HCR a constaté que 24 256 réfugiés libériens et 555 réfugiés d'autres pays demeuraient dans le pays.

#### Personnes apatrides

Par défaut de données fiables, le nombre d'apatrides dans le pays n'était pas connu mais il est estimé à plusieurs milliers. Le pays avait des résidents de longue date qui étaient, légalement ou de fait, apatrides et le gouvernement n'avait pas encore effectivement mis en œuvre des lois et orientations pour donner à de telles personnes la possibilité d'obtenir la nationalité sur une base non discriminatoire.

La nationalité s'acquiert par ses parents et non par sa naissance sur le territoire national et l'inscription des naissances à l'état civil n'était pas généralisée.

Durant l'année, le HCR a continué de collaborer avec les ministères de la Justice et de l'Intérieur pour sensibiliser l'opinion sur l'apatridie.

#### Section 3 Respect des droits politiques : Le droit des citoyens de changer leur gouvernement

La Constitution et la loi accordent aux citoyens le droit de changer de gouvernement pacifiquement, par voie démocratique. Toutefois, les citoyens ont été empêchés d'exercer ce droit dans la pratique. En effet, à la fin de l'année, le président Gbagbo et les membres de l'Assemblée nationale restaient en fonctions malgré l'expiration de leur mandat en 2005.

Durant l'année, la mise en œuvre de l'APO a failli dans plusieurs aspects importants, y compris la préparation des élections. Le 10 novembre, le Cadre permanent de consultation pour l'APO s'est réuni et a confirmé que les élections présidentielles prévues pour le 30 novembre n'auraient pas lieu. À la fin de l'année, la CEI n'avait pas encore annoncé de nouvelle date pour la tenue des élections.

#### Élections et participation politique

Les élections présidentielles de 2000 qui ont porté Laurent Gbagbo au pouvoir ont fait suite à plusieurs reports et une décision controversée de la Cour suprême qui a disqualifié 14 des 19 candidats, y compris le dirigeant du RDR M. Ouattara et

l'ancien président Konan Bédié, président du PDCI. Du fait des arrêts de la Cour suprême, la quasi-totalité des observateurs internationaux ont refusé d'observer les élections. Les résultats préliminaires donnaient une marge significative à M. Gbagbo. Cependant, un responsable du ministère de l'Intérieur et de la Commission nationale des élections (CNE) annonçait la dissolution de la CNE et déclarait la victoire du général Guei avec 56 % des voix. Des manifestations colossales organisées par les partisans de M. Gbagbo ont éclaté, causant de nombreux morts et blessés. Le lendemain, la radio et la télévision nationales ont annoncé que le général Guei avait démissionné et que Laurent Gbagbo avait assumé la présidence.

La capacité des citoyens à élire leurs représentants à l'Assemblée nationale était limitée.

En 2000, les élections à l'Assemblée nationale ont été entachées de violence et d'irrégularités et marquées par une très faible participation. En outre, les élections n'ont pas pu se tenir dans 26 circonscriptions du nord puisque les militants du RDR perturbaient les bureaux de vote, brûlaient les bulletins et menaçaient la sécurité des agents électoraux.

À l'issue des élections législatives partielles de 2001, 223 des 225 sièges de l'Assemblée ont été pourvus comme suit : les femmes occupaient 19 des 225 sièges de la dernière Assemblée nationale élue, dont le mandat expirait fin 2005. Le premier vice-président de l'Assemblée était une femme. Les femmes occupaient quatre des 33 postes ministériels du gouvernement du Premier ministre Soro. Parmi les 41 juges de la Cour suprême, quatre étaient des femmes. Henriette Dagri Diabate occupait le deuxième poste le plus important du RDR, celui de secrétaire générale.

Les élections présidentielles et législatives qui devaient se tenir en 2005 conformément aux résolutions de l'ONU n'ont pas eu lieu à cause de l'absence de réconciliation politique et de progrès dans le programme de désarmement, démobilisation et réintégration.

En mars 2007, après plusieurs échecs à conclure un accord politique, le président Gbagbo et le chef des rebelles FN, Guillaume Soro, ont signé l'APO qui établit un gouvernement de transition dont M. Soro est le Premier ministre et prévoit la tenue d'élections présidentielles en 2008.

Suite à la signature de l'APO, le pays a commencé à œuvrer vers la réconciliation. Le 23 avril, 37 partis politiques ont signé le Code de bonne conduite des partis politiques de Côte d'Ivoire. À la fin de l'année, près de 90 % de l'administration publique civile déplacée du nord durant le conflit ont été redéployés, de nombreux fonctionnaires continuant toutefois de subir de la part des FN certaines limitations à exercer leur autorité administrative, et le gouvernement avait achevé ses audiences publiques nationales sur l'identité afin de délivrer des actes de naissance à des citoyens non enregistrés et des citoyens âgés de plus 13 ans.

Le 15 septembre, le gouvernement entamait son processus d'identification de toutes les personnes, à l'exception des citoyens des pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest âgés de plus de 16 ans vivant dans le pays, ainsi que le processus d'inscription électorale des personnes âgées de plus de 18 ans. Selon la déclaration du président de la Commission électorale indépendante (CEI), le processus d'identification et d'inscription au registre électoral durerait 45 jours.

Il a été rapporté que des membres de la FASCI auraient pénétré par effraction dans plusieurs centres d'inscription, agressé des préposés et volé du matériel. Le 23 octobre, la CEI suspendait la procédure d'inscription, cet arrêt devant durer cinq jours.

Malgré ces obstacles, plus de deux millions d'électeurs ont été enregistrés à Abidjan seulement en moins de trois mois. En raison de difficultés techniques, logistiques et financières, à la fin de l'année, le processus continuait encore.

#### Corruption dans la fonction publique et transparence

La loi prévoit des sanctions pénales dans les cas de corruption dans la fonction publique ; cependant, les pouvoirs publics ne l'appliquant pas, la corruption est fréquente et s'exerce en toute impunité. La corruption avait une plus grande incidence sur les procédures judiciaires, la passation des marchés, les questions douanières et fiscales ainsi que sur le devoir des forces de sécurité de rendre des comptes (voir également la section 1.e.).

Au mois de juin, les autorités ont arrêté 23 responsables du secteur du cacao et du café dans une affaire présumée de détournement de fonds portant sur 100 milliards FCFA (environ 200 millions de dollars) des caisses de l'État. Du 20 au 24

octobre, le procureur a tenu des audiences avec cinq ministres sur cette affaire. À la fin de l'année, les fonctionnaires accusés étaient détenus à la MACA, en attente de jugement.

Du 29 septembre au 22 octobre, un procès pénal s'est tenu en rapport avec le déversement des matières toxiques qui, en 2006, avait causé la mort de 16 personnes et l'empoisonnement de plusieurs milliers de personnes à Abidjan. Douze personnes ont été inculpées mais seules neuf d'entre elles ont été jugées en raison de la disparition de trois d'entre elles après leur libération sous caution. Deux personnes ont été jugées coupables, à savoir, le directeur de la société de transport qui avait déversé les déchets à travers Abidjan et le directeur de la compagnie maritime qui avait entrepris l'enlèvement des déchets du port. Aux termes d'un accord intervenu entre le gouvernement et le groupe ayant affrété le Probo Koala et qui était chargé de traiter les déchets, aucun cadre du groupe n'a été poursuivi.

Le Gouvernement de Côte d'Ivoire reçut également un dédommagement de 100 milliards de FCFA (environ 200 millions de dollars), montant distribué aux victimes par le biais de la cellule chargée des questions humanitaire du cabinet présidentiel. Cette cellule a dressé une liste de 100 000 victimes ayant droit à un dédommagement, à partir des listes fournies par les hôpitaux.

#### Section 4 Attitude du gouvernement concernant les enquêtes des organismes internationaux et non gouvernementaux sur des allégations de violation des droits de l'homme

Un certain nombre de groupes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme, y compris la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LIDHO) et le Mouvement ivoirien des droits humains (MIDH) ont, dans l'ensemble, fonctionné sans aucune restriction des pouvoirs publics, menant des enquêtes et publiant leurs conclusions sur des affaires de droits de l'homme. Dans une certaine mesure, les hauts responsables de l'État ont fait preuve de coopération à leur égard et pris en compte leurs points de vue. Le gouvernement a eu de temps en temps des rencontres avec ces organisations.

Au cours de l'année, l'ONUCI, la LIDHO, le MIDH, l'Action pour la défense des droits de l'homme (APDH) et d'autres organisations de défense des droits de l'homme ont recueilli preuves et témoignages, publié des articles dans les quotidiens

locaux indépendants et critiqué les forces gouvernementales de sécurité.

Le 5 mai et le 16 juillet, un groupe d'agresseurs ont pillé le siège de la LIDHO, y dérochant du matériel informatique contenant la quasi-totalité des fichiers, documents et renseignements que l'organisation maintenait sur ses dossiers. Malgré le dépôt d'une plainte officielle, la police n'a mené aucune enquête. La LIDHO a déposé une plainte auprès des tribunaux mais, à la fin de l'année, l'affaire était encore en cours.

La FESCI a continué de menacer et harceler des groupes de défense des droits de l'homme mais le gouvernement n'a pris aucune mesure contre ce groupe étudiant en ce qui a trait à la destruction du siège de la LIDHO et de l'APDH en mai 2007.

Aucune enquête n'a été menée concernant les incidents de menaces et de harcèlement des membres d'organisations de défense des droits de l'homme au cours des années précédentes.

Sans être gênées par les forces de sécurité gouvernementales, les milices progouvernementales ont bloqué les forces onusiennes et françaises de maintien de la paix et les ont empêchées de mener leurs activités dans les zones contrôlées par le gouvernement ; ce genre d'incident a été cependant moins souvent signalé par rapport à l'année précédente. Il n'y a pas eu de développements au sujet des attaques et des actes de vandalisme perpétrés en 2007 par des membres des Jeunes patriotes contre un véhicule des Nations Unies ou dans l'affaire des manifestants progouvernementaux qui, en 2006, ont attaqué des véhicules appartenant au Premier ministre à l'époque, M. Banny, à un fonctionnaire de l'ambassade de France et à l'ONU.

Au cours de l'année, le gouvernement permettait régulièrement au Programme alimentaire mondial, au CICR et à d'autres organisations internationales de mener des opérations humanitaires. Onze agences onusiennes, dont l'Organisation internationale du travail et l'Organisation mondiale de la Santé avaient une présence permanente et active dans le pays pendant toute l'année. Il n'y a eu aucun rapport signalant que le gouvernement limitait leur accès à des zones jugées sensibles ou bien dénigrait leur travail.

Du 25 au 27 mai, le Haut-Commissaire adjoint aux droits de l'homme des Nations Unies s'est rendu en visite dans le pays et a souligné les progrès réalisés en matière de respect des droits de l'homme.

À l'issue de sept années de tentatives pour installer une Commission des droits de l'homme indépendante et fonctionnelle, la Côte d'Ivoire a créé au mois de juillet sa Commission nationale des droits de l'homme. Composée de 44 membres, dont 10 issus de partis politiques signataires de l'Accord Linas-Marcoussis de 2003, la Commission a reçu un faible budget et bénéficié de peu de ressources.

#### Section 5 Discrimination, abus sociétaux et traite de personnes

La loi interdit toute discrimination fondée sur la race, l'appartenance ethnique, le pays d'origine, le sexe ou la religion ; cependant, le gouvernement n'a pas effectivement fait appliquer la loi.

##### Condition de la femme

La loi interdit le viol et prévoit des peines de prison allant de 5 à 10 ans. Dans la pratique cependant, le gouvernement n'a pas fait appliquer cette loi. La quasi-totalité des plaintes visaient les auteurs de viol de mineurs. La réclusion criminelle à perpétuité peut s'appliquer dans les cas de viols en bande si les violeurs ont des liens de parenté avec la victime ou exercent une certaine autorité sur elle ou alors si la victime a moins de 15 ans. La loi ne pénalise pas de façon explicite le viol conjugal. Le viol a constitué un problème. Par exemple, depuis janvier 2007, le tribunal d'Abidjan a été saisi d'environ 16 cas de viols d'enfants par mois.

Les groupes de plaidoyer pour la condition féminine ont continué de protester contre l'indifférence des autorités envers les femmes victimes de violence. Vis-à-vis des femmes qui leur dénonçaient des actes de viol et de violence domestique, la police fermait souvent les yeux. Les femmes victimes se faisaient souvent persuader par leurs parents et la police qu'il fallait chercher un règlement à l'amiable avec le violeur plutôt que de le poursuivre en justice. Le ministère de la Famille et des affaires sociales a tenté d'obtenir justice au nom des victimes de viol mais, au 30 septembre, seules neuf personnes avaient été officiellement condamnées et jugées pour viol. De plus, 21 autres personnes accusées de viol étaient jugées pour « outrage aux mœurs ».

Dans l'ouest du pays, on a de plus en plus signalé de cas de bandits de grand chemin inconnus qui commettaient des viols et

d'autres agressions de nature sexuelle contre des femmes, en particulier sur la route de Duekoue-Bangola.

Le 28 aout, trois inconnus armés de Kalachnikovs ont violé une femme dans le campement de Zohodé, dans le village de Binao, et le 18 septembre, quatre agresseurs armés de mitrailleuses AK-47 ont fait irruption au domicile d'un commerçant de Duekoue, l'ont atteint d'une balle au bras et violé ses deux filles.

La loi n'interdit pas précisément la violence familiale qui est demeurée un problème grave dans tout le pays. Toutefois, elle prévoit des peines de prison allant de 1 à 20 ans pour les agressions, en fonction de la gravité du délit. Les mesures du gouvernement pour contrecarrer la violence familiale sont demeurées minimales cependant, en partie parce que les tribunaux et la police considéraient que ce problème devait être réglé au sein de la famille, à moins que de graves blessures ne soient infligées à la victime ou qu'elle ne dépose une plainte, ce qui, en l'occurrence, suffisait pour initier des poursuites au pénal. Cependant, les parents de la victime eux-mêmes l'exhortaient souvent à retirer la plainte à cause des conséquences de nature sociale que subirait la famille. Au mois de septembre, le Comité national de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants (CNLV) recensait 19 dossiers de femmes battues et 10 dossiers de mariage forcé et précoce traités depuis le début d'année.

Au cours de l'année, le ministère de la Famille et des Affaires sociales a continué de fournir une aide limitée aux victimes de violence familiale et de viol. Entre autres formes d'assistance, le ministère fournissait aux centres d'accueil administrés par l'État des ordinateurs, des imprimantes et d'autres équipements pour conserver les dossiers et rendait visite à quelques victimes dans leurs foyers pour tenter de réconcilier des couples en difficulté et soustraire du foyer les employés domestiques victimes de sévices sexuels.

Le CNLV ne disposait pas d'un abri ou d'un numéro vert pour protéger les femmes victimes de sévices ; ses membres donnaient le numéro de leurs téléphones portables personnels durant des émissions de radio hebdomadaires. Le comité surveillait également les cas de maltraitance par des visites fréquentes dans les foyers. Les jeunes filles qui avaient peur d'être victimes de maltraitance, de MGF ou de mariage forcé pouvaient faire appel au comité. Le comité mettait souvent un terme aux sévices en menaçant les parents ou maris coupables de poursuites judiciaires.

En mai, juin et juillet, le gouvernement réalisa des séminaires de sensibilisation sur la violence sexuelle à l'intention de plus de 1 000 juges et personnels de sécurité, des activités similaires ayant eu lieu en août pour les rois, chefs et dirigeants religieux traditionnels. Grâce à ces séminaires, certaines forces de sécurité auraient changé de comportement pour donner aux victimes plus d'intimité et les tribunaux ont commencé d'enregistrer en privé le témoignage des mineurs victimes de viol. Les juges ont également fourni davantage de statistiques et de renseignements sur les cas de viol pour permettre au CNLV d'effectuer un suivi auprès des victimes.

D'autres cas de violence sociétale à l'encontre des femmes comprenaient la MGF, les décès pour cause de dot, le lévirat (le fait de contraindre une veuve à épouser le frère de son mari décédé) et le sororat (le fait de contraindre une femme à épouser le mari de sa sœur décédée).

La prostitution est légale entre adultes consentants, en privé et la pratique semblait plus courante à cause de la détérioration de la situation économique. Le racolage et le proxénétisme sont illégaux. Il a été signalé, de source crédible, que la police exigeait des pots-de-vin ou des faveurs de nature sexuelle pour fermer les yeux sur les actes de prostitution.

La loi interdit le harcèlement sexuel ; cependant, les autorités appliquaient rarement cette loi et de tels harcèlements étaient répandus et acceptés généralement comme faisant partie de la culture. Les délits de harcèlement sexuel sont passibles d'une peine allant d'un an à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 360 000 FCFA à 1 000 000 FCFA (720 dollars à 2 000 dollars). Durant l'année, les autorités ont poursuivi un employeur potentiel qui avait harcelé sexuellement une finaliste du concours de beauté Miss Côte d'Ivoire 2008. En fin de compte, il a été jugé et condamné à un mois de prison.

La loi interdit toute discrimination fondée sur le sexe ; cependant, les femmes ont été victimes de discrimination économique dans l'accès à l'emploi et au crédit et lorsqu'elles voulaient devenir propriétaires ou gérantes de commerce. Elles occupaient un rôle subalterne dans la société. Le gouvernement encourage officiellement la pleine participation des femmes à la vie sociale et économique ; cependant, les employeurs du secteur formel opposent une résistance considérable à l'embauche des femmes, qui sont considérées comme étant moins fiables en raison

du risque de grossesse. En outre, certaines femmes ont connu des difficultés pour obtenir des prêts parce qu'elles ne pouvaient pas remplir les conditions d'emprunt établies par les banques telles que la possession de titres de propriété foncière et l'exploitation lucrative de terres.

Les ONG ont piloté des initiatives pour la création de coopératives économiques dont la mission serait de donner aux femmes pauvres accès à de petits crédits auprès de l'État ou des établissements privés de microfinance. Dans le secteur formel, les femmes percevaient en général un salaire égal à celui des hommes ; toutefois, étant donné que le code fiscal ne reconnaît pas les femmes comme chefs de famille, celles-ci doivent payer l'impôt sur le revenu à un taux plus élevé que celui de leurs homologues masculins. Les organisations féminines continuaient de mener une campagne pour une réforme fiscale qui permettrait aux femmes célibataires dont les enfants ont été reconnus par leurs pères de bénéficier de retenues à la source pour leurs enfants. La loi sur la succession était également discriminatoire envers les femmes.

Les organisations de défense des femmes ont continué de parrainer des campagnes contre le mariage forcé, le mariage des mineurs, des pratiques relatives à la succession excluant les femmes et d'autres usages considérés comme étant néfastes pour les femmes et les jeunes filles. Les organisations féminines ont également mené une campagne contre certaines dispositions de la loi qui étaient discriminatoires envers les femmes. La Coalition des femmes leaders et le ministère de la Famille et des affaires sociales ont continué leurs efforts pour encourager les femmes à participer davantage aux mécanismes de prise de décision politique et à se présenter comme candidates aux élections législatives et municipales.

#### Enfants

Les ministères de la Santé publique et du Travail, de l'Administration publique et de la Sécurité sociale ont œuvré pour sauvegarder le bien-être des enfants et le gouvernement a également encouragé la formation d'ONG pour promouvoir les intérêts des enfants.

La loi accorde aux parents un délai de trois mois pour inscrire la naissance de leur enfant à l'état civil moyennant un droit d'environ 1 dollar (500 FCFA). Le gouvernement a inscrit toutes les naissances, à condition toutefois que les parents fournissent des pièces délivrées par une clinique ou un hôpital

attestant de la naissance. Les personnes démunis de papiers d'identité convenables ne pouvaient pas inscrire les naissances en raison de cela.

L'éducation primaire n'était pas obligatoire et se terminait généralement lorsque les enfants atteignaient l'âge de 13 ans ; elle était, en revanche, gratuite. En principe, les élèves ne devaient pas prendre en charge l'achat des livres ou les frais de scolarité ; cependant, certains d'entre eux le faisaient ou louaient des livres dans les librairies de rue puisque l'État ne payait pas les frais de scolarité et les livres pour chaque étudiant. Les élèves qui échouaient à l'examen d'entrée en sixième ne pouvaient pas bénéficier de l'éducation secondaire gratuite et beaucoup de familles ne pouvaient pas se permettre les frais de scolarité.

La préférence des parents pour une scolarisation des garçons plutôt que des filles a persisté, surtout en milieu rural. Une étude publiée en mars 2007 par l'Institut national de statistique soutient que le taux de scolarisation national pour les enfants du niveau primaire en 2006 était de 55 %, soit 59 % chez les garçons et 51 % chez les filles.

Les enseignants exigeaient parfois des écoliers des faveurs sexuelles en contrepartie d'argent. Le viol, au sens que lui donne la loi, commis sur la personne d'un mineur ou la tentative de viol d'un enfant âgé de moins de 16 ans était puni d'une peine d'emprisonnement allant d'un an à trois ans et d'une amende de 100 000 à 1 000 000 FCFA (200 dollars à 2 000 dollars) mais aucune personne n'a été arrêtée ou inculpée au cours de l'année en vertu de cette loi.

Les MGF représentent un sérieux problème. La loi interdit explicitement les MGF et prévoit, à l'endroit des praticiens, des peines de prison qui peuvent aller jusqu'à cinq ans et des amendes d'environ 360 000 à 2 000 000 FCFA (720 dollars à 4 000 dollars). Ces sanctions sont doublées quand il s'agit de praticiens médicaux. On estime que 60 % des femmes ont subi cette intervention. La pratique de MGF était plus courante parmi les populations rurales du nord et de l'ouest et, dans une moindre mesure, au centre et au sud. La MGF était généralement pratiquée sur les filles, avant ou à l'âge de puberté, comme un rite de passage. Des ONG locales comme la Fondation Djigui, l'Animation rurale de Korhogo et l'Organisation nationale pour la femme, l'enfant et la famille ont continué de mener des programmes de sensibilisation pour prévenir les MGF et ont œuvré pour persuader les praticiens de MGF de mettre fin à cette

pratique. Toutefois, aucune arrestation n'a été effectuée durant l'année pour des cas de MGF.

Il n'y a pas eu de développements dans l'affaire survenue en 2006, dans le cadre de laquelle les FN avaient arrêté et ensuite libéré sans chef d'accusation une mère et des praticiennes de MGF qui avaient mutilé, ou partiellement retiré les parties génitales de la fille de trois ans de ladite femme, dont l'état a nécessité des soins médicaux par la suite.

La loi interdit le mariage des hommes de moins de 20 ans, des femmes de moins de 18 ans et des personnes de moins de 21 ans sans le consentement parental. Cependant, dans les milieux conservateurs, notamment ceux du nord, des mariages traditionnels sont couramment organisés, les mariées étant parfois des fillettes âgées de 14 ans à peine. La loi punit explicitement ceux qui forcent des mineurs de moins de 18 ans à contracter mariage selon la tradition ou les rites religieux.

Les enfants se sont prostitués pour survivre, sans intervention de tiers. Aucune étude d'envergure nationale n'a été réalisée sur ce phénomène, dont l'ampleur est inconnue.

Durant l'année, il n'y a eu aucune indication selon laquelle les milices progouvernementales et les forces rebelles recrutaient des enfants et s'en servaient comme soldats, volontairement ou par la force. En décembre 2007, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les enfants et les conflits armés a retiré les noms de quatre milices progouvernementales et des FN de la liste annexée au rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés.

Plusieurs milliers d'enfants, dont environ 5 000 à Abidjan, vivaient dans les rues. Les ONG se consacrant à cette question ont elles-mêmes connu des difficultés pour estimer son ampleur, et déterminer si ces enfants avaient accès ou non aux services publics.

#### Traite de personnes

La Constitution et la loi n'interdisent pas la traite des personnes et malgré les efforts du gouvernement pour la combattre, la traite est demeurée un problème.

Le pays était un point d'origine et de destination de la traite de femmes et d'enfants, Les femmes et les enfants étaient victimes d'un trafic en provenance du Nigéria, du Niger, du Mali, du Burkina Faso, du Ghana, du Togo, du Bénin, de la

Guinée-Bissau et de la Mauritanie aux fins d'exploitation sexuelle et de servitude forcée dans les milieux commerciaux et agricoles ainsi que chez des particuliers. Femmes et enfants étaient également victimes d'une traite qui les menait de la Côte d'Ivoire vers d'autres pays d'Afrique, d'Europe et du Proche-Orient pour être exploités à des fins sexuelles et travailler comme ouvriers agricoles ou domestiques. L'ampleur et la nature exactes de ce problème dans le pays étaient inconnues malgré les efforts consentis pour documenter la traite des personnes dans le pays. Il n'y avait aucune estimation fiable du nombre d'enfants interceptés ou rapatriés au cours de l'année.

Les secteurs informels du travail n'étaient pas régis par les lois du travail en vigueur ; par conséquent, les domestiques, la plupart des ouvriers agricoles non industriels et ceux qui travaillaient dans les nombreux restaurants et boutiques de rue n'étaient pas protégés par les mécanismes officiels de l'État. Par conséquent, la traite, à l'intérieur du pays, de filles âgées de 9 à 15 ans pour les faire travailler comme domestiques à Abidjan et ailleurs dans le sud plus prospère continuait d'être un problème. Les trafiquants d'enfants du pays avaient souvent des liens de parenté ou d'amitié avec les parents des victimes. Les trafiquants promettaient parfois aux parents que leurs enfants allaient apprendre un métier mais souvent, ces derniers se retrouvaient dans les rues comme vendeurs ou dans les résidences comme domestiques.

A cause de la crise économique, de nombreux parents autorisaient une telle exploitation de leurs enfants pour alléger le fardeau financier de la famille. Étant donné que les forces de sécurité étaient entraînées pour rechercher des enfants victimes de traite dans les autocars, les trafiquants adaptaient continuellement leurs méthodes en déplaçant par exemple un petit groupe d'enfants à la fois à bicyclette ou par train ou à pied plutôt que de faire venir des groupes considérables d'enfants dans le pays par autocar.

Les réseaux organisés de trafiquants promettaient aux femmes et jeunes filles nigérianes des emplois dans les restaurants ou salons de beauté d'Abidjan ; cependant, beaucoup de ces victimes étaient contraintes de travailler dans des maisons closes. Des enfants victimes de la traite arrivaient en provenance de pays voisins pour travailler dans le secteur informel moyennant une commission versée au trafiquant. Par ailleurs, ces enfants ont fait l'objet d'un trafic international ou national pour travailler à plein temps ou à temps partiel dans la filière du cacao.

Les trafiquants peuvent être poursuivis en vertu des lois interdisant les enlèvements, le travail forcé et la maltraitance ; il y a eu, cependant, une application minimale de ces lois dans les territoires contrôlés par le gouvernement et de rares trafiquants ont été poursuivis.

Le gouvernement a coopéré dans le cadre des enquêtes internationales en matière de traite des personnes.

Le Comité national de lutte contre la traite et l'exploitation des enfants a été créé en 2006 pour coordonner la mise en œuvre par le gouvernement de l'accord de coopération multilatéral signé en 2005 par dix pays de l'Afrique de l'Ouest. Le comité comprend des représentants de nombreux ministères, ONG et organisations nationales et internationales comme l'UNICEF, l'OIT, Save The Children, la Fondation internationale du cacao, l'Agence allemande de coopération, le Réseau des femmes africaines ministres et parlementaires (REFAMP-Côte d'Ivoire) et le Bureau international catholique de l'enfance. Au cours de l'année, il s'est réuni au moins trois fois et le gouvernement a continué d'établir des comités de surveillance dans les villages conformément aux dispositions de l'accord de 2005 préconisant un système de surveillance de la traite des enfants.

#### Persones handicapées

La loi exige du gouvernement qu'il assure l'éducation et la formation de personnes atteintes d'infirmités physique, mentale, visuelle, auditive et motrice cérébrale, qu'il les embauche ou les aide à trouver un emploi, qu'il conçoive des résidences et des installations avec accès pour fauteuils roulants, et qu'il adapte machines, outils et lieux de travail pour que les personnes handicapées puissent y accéder et s'en servir ; cependant, les installations accessibles par fauteuil roulant étaient rares et il y a peu de programmes de formation et d'assistance à l'emploi pour les personnes handicapées. La loi interdit également des actes de violence contre les personnes handicapées et l'abandon de telles personnes ; cependant, il n'y a eu, au cours de l'année, aucune indication que le gouvernement faisait appliquer ces lois.

Il n'y a eu aucune arrestation dans l'affaire datant de septembre 2007, dans le cadre de laquelle plusieurs membres de la Fédération nationale des associations de personnes handicapées de Côte d'Ivoire avaient été battus pour avoir

protesté contre le fait que le gouvernement n'avait pas engagé davantage de handicapés dans la fonction publique.

Durant l'année, il n'a pas été signalé que des adultes handicapés faisaient précisément l'objet de sévices mais ils faisaient face à une grave discrimination en matière d'emploi et d'éducation. Par ailleurs, le gouvernement a recruté 300 personnes handicapées dans la fonction publique et annoncé que désormais, il continuerait de le faire à raison de 100 handicapés par an. Le gouvernement accordait un appui financier aux écoles spécialisées, aux associations et coopératives d'artisans pour personnes handicapées mais beaucoup de handicapés physiques mendiaient dans les rues des villes et dans les zones commerçantes parce qu'il n'y avait pas d'autres débouchés économiques. Les handicapés mentaux eux vivaient souvent dans la rue.

Le ministère de la Famille et des Affaires sociales et la Fédération des handicapés étaient responsables de la protection des droits des personnes handicapées.

#### Minorités nationales/raçiales/ethniques

La population du pays était diverse sur le plan ethnique et les groupes ethniques pratiquaient parfois une discrimination sociétale fondée sur l'appartenance à une ethnie. Au moins un quart de la population était composé d'étrangers. Des lois caduques ou inadaptées en matière de propriété foncière ont donné lieu à des conflits marqués par des motivations ethniques et xénophobes. Des affrontements, généralement à propos de propriété foncière, ont été signalés entre l'ethnie autochtone des Guéré et d'autres groupes.

La police maltraitait et harcelait régulièrement les résidents africains qui n'étaient pas des citoyens ivoiriens. Le harcèlement de la part des agents de l'État illustre l'idée reçue selon laquelle les étrangers étaient responsables de la haute criminalité et de cas de falsification de cartes d'identité. Le harcèlement des habitants du nord, qui a connu une nette hausse après la rébellion de 2002 a, par rapport à l'année précédente, continué de diminuer.

Les Français et les Burkinabè résidant dans le pays ont continué de limiter au minimum leurs déplacements en public pour éviter le harcèlement de la part des forces de sécurité dans les postes de contrôle. Aucun cas de harcèlement de citoyens français n'a été signalé. Il y a eu, au cours de l'année, des rapports selon

lesquels une partie des actes de harcèlement visait plutôt les commerçants libanais.

Dans l'ouest et le sud-ouest, les tensions entre ethnies ont continué de tourner à la violence. Dans l'ouest, notamment à Duékoué et Bangolo, les violents affrontements ont continué entre les Wé, groupe ethnique autochtone, et les étrangers, notamment les cultivateurs burkinabè.

Plusieurs incidents de violence de nature ethnique ont causé la perte de vies humaines.

Le 2 septembre, un différend foncier opposant des villageois d'Abouabou et de Gonzagueville a tourné à la violence, blessant grièvement huit personnes et causant la mort de sept autres ; une victime a perdu la main, tranchée par une machette. La police d'Abidjan a arrêté trois personnes dans cette affaire.

Les 3 et 5 septembre, huit personnes ont trouvé la mort, 21 ont été blessées et 400 autres déplacées dans le cadre de deux violents affrontements entre les communautés Lobi et Koulangou, dans l'est du pays. En effet, un groupe de 60 Lobi s'en sont pris aux Koulangou avec des machettes, des fusils de calibre 12 et des couteaux, puis ont incendié leurs maisons pour se venger contre la mort d'un Lobi. Aucune arrestation n'a été effectuée. Les chefs de village des deux communautés ont réglé leur différend durant une réunion de réconciliation le 13 septembre, au cours de laquelle les Lobi ont fait un don symbolique de 70 000 FCFA (environ 140 dollars) et de denrées alimentaires aux Koulangou.

Il n'y a eu aucun développement au sujet du meurtre du commerçant Sangare Adama commis en janvier 2007.

Le 31 juillet, le gouvernement a passé une nouvelle loi sur la xénophobie, le racisme et le tribalisme, rendant ces formes d'intolérance passible d'emprisonnement.

#### Autres formes d'abus et de discrimination sociétaux

La loi ne garantit pas la protection des homosexuels contre la discrimination sociétale et autre. La stigmatisation sociétale des homosexuels était généralisée et le gouvernement n'a pris aucune mesure, au cours de l'année, pour la contrecarrer.

La loi ne garantit pas la protection des personnes vivant avec le VIH/sida contre la discrimination sociétale et autre. La

stigmatisation sociétale à l'encontre des personnes vivant avec le VIH/sida était répandue. Le ministère de la Santé a fourni un accès dans tout le pays à des tests de dépistage du VIH et des traitements aux antirétroviraux gratuits, et le ministère de la Santé a établi des plans de cours et des activités en salle de classe pour réduire la stigmatisation sociale et la vulnérabilité dans le programme d'enseignement de tous les étudiants, y compris ceux vivant dans les anciennes zones contrôlées par les FN.

## Section 6 Droits des travailleurs

### a. Liberté syndicale

La loi permet à tous les citoyens, sauf aux membres de la police et des forces armées, de former des syndicats ou d'y adhérer sans conditions excessives et les travailleurs ont, en pratique, exercé ces droits.

Seul un faible pourcentage de la population active était syndicalisé et la plupart des travailleurs étaient employés dans le secteur informel, y compris les petites exploitations agricoles, les boutiques au bord des grandes routes ou des rues et les ateliers en milieu urbain. En revanche, les grandes exploitations agricoles industrialisées et quelques corps de métiers étaient syndicalisés et il y avait un syndicat des travailleurs agricoles. Des 15 % de travailleurs que compte le secteur formel, environ 60 % étaient syndiqués.

La loi permet aux syndicats du secteur formel, qui comptait environ 1,5 millions de travailleurs, soit 15 % de la population ouvrière, de mener leurs activités sans ingérence et le gouvernement a, en pratique, protégé ce droit.

La loi accorde le droit de grève et les travailleurs ont généralement exercé ce droit. La loi exige, cependant, une longue série de négociations et un préavis de six jours pour toute grève, ce qui fait que les grèves légales sont difficiles à organiser et à maintenir.

### b. Droit d'organisation et de négociation collective

La loi prévoit les négociations collectives et accorde à tous les citoyens, sauf aux membres de la police et des forces armées, le droit de mener des négociations collectives. Les conventions collectives étaient en vigueur dans de nombreuses grandes entreprises commerciales et dans divers secteurs de la fonction publique. La loi n'interdit pas la discrimination

antisyndicale par les employeurs ou d'autres entités envers les membres ou les responsables de syndicats. Le ministère du Travail n'a pas rapporté de cas de plaintes pour discrimination antisyndicale et ingérence des employeurs dans les activités syndicales durant l'année. En outre, aucun rapport n'a signalé que les travailleurs licenciés pour avoir mené des activités syndicales n'auraient pas été rétablis dans leurs fonctions. Aux termes de la loi sur le travail, il est interdit de licencier des travailleurs parce qu'ils participent aux activités syndicales, et cette loi a été appliquée.

Il n'y a pas de zone franche d'exportation.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants, et le gouvernement s'est efforcé de la faire appliquer durant l'année. Cependant, de telles pratiques ont eu lieu.

Par exemple, il a été constaté que le travail forcé se pratiquait dans les secteurs informels qui n'étaient pas régis par les lois du travail en vigueur. Par conséquent, les domestiques, la quasi-totalité des ouvriers agricoles non industriels et les employés de boutiques et restaurants de rue n'étaient pas couverts par les mécanismes formels de protection sociale. Des adultes ont travaillé sous la contrainte dans de petites entreprises de production de denrées agricoles et d'autres entreprises plus grandes de ce secteur. Il a été signalé que des adultes ont été forcés de travailler dans le secteur de production du caoutchouc, la plupart du temps pendant de longues heures et en échange de salaires médiocres pour les travailleurs vivant, de fait, dans des conditions d'asservissement.

Le travail forcé des enfants a eu lieu.

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'emploi

Des lois contre le travail forcé et l'exploitation des enfants dans les lieux de travail existent ; cependant, le travail des enfants a continué de poser problème. Dans la plupart des cas, l'âge minimum d'accession à l'emploi est de 14 ans ; cependant, le ministère de la Fonction publique, de l'Emploi et de la Réforme administrative ne faisait appliquer cette disposition, de manière effective, que dans la fonction publique et dans les

grandes sociétés multinationales. La loi limite le nombre d'heures de travail des jeunes employés qui, selon la définition, ont moins de 18 ans. Cependant, les enfants travaillaient souvent dans des exploitations familiales et certains enfants travaillaient régulièrement dans le secteur informel des milieux urbains comme vendeurs, cireurs de chaussures, coursiers, aides domestiques, serveurs dans les restaurants de rue, surveillants et laveurs de voitures. Certaines fillettes commençaient à neuf ans déjà à travailler comme domestiques et souvent à l'intérieur de leur cercle familial élargi. Des informations dignes de foi ont indiqué que des enfants travaillaient dans des petits ateliers dans des conditions similaires à celles que l'on trouve dans des usines clandestines.

Les enfants ont continué de travailler dans des conditions dangereuses dans des plantations de cacao. L'enquête nationale publiée durant l'année a révélé que 89 % des enfants couverts par l'enquête et qui vivaient dans les régions cacaotières participaient à la production. L'enquête a également montré qu'un certain nombre de ces enfants ont connu des conditions de vie dangereuses ou y ont été exposés, dont la coupe d'arbres (5,5 %), le brûlis des champs (16,2 %), le transport de lourdes charges (53,2 %), l'application d'engrais (8,4 %) ou de pesticides (4,6 %) et le traitement chimique de champs et plants (11,5 %). Alors qu'un faible pourcentage d'enfants travaillant dans les plantations de cacao n'avait aucun lien de parenté avec les exploitants, la majorité travaillait dans des exploitations familiales ou avec leurs parents.

Durant l'année, il n'y a eu aucun cas signalé de recrutement d'enfants par les milices du gouvernement ou des FN pour en faire des soldats. Selon le rapport annuel 2007 des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés publié durant l'année, tous les groupes ivoiriens ont été retirés de la liste mondiale de recruteurs d'enfants dressée par le Secrétaire général.

Le ministère du Travail est responsable de l'application des lois concernant le travail des enfants et a fait des progrès au cours de l'année pour se pencher sur les pires formes de travail des enfants. Bien que l'application des lois sur le travail des enfants ait continué de subir des contraintes financières et autres, certains signes indiquent que les efforts du gouvernement et ceux de ses partenaires internationaux ont contribué à diminuer les pires formes de travail des enfants.

Le ministère du Travail et le groupe de travail du Premier ministre chargé du travail des enfants ont soutenu et collaboré avec ONG et partenaires internationaux pour combattre les pires formes de travail des enfants. Le groupe de travail a continué d'exécuter un plan national d'action pour lutter contre la traite des enfants et le travail des enfants. Neuf ministères ont participé à cette initiative. Œuvrant en coordination avec plusieurs ONG internationales, le ministère de la Famille et des Affaires sociales a mené des campagnes de sensibilisation à l'intention des enfants à risque et des régions agricoles qui emploient des enfants.

Pour sensibiliser les familles agricoles au travail des enfants, les ONG ont, au cours de l'année, continué sans relâche leurs campagnes axées sur la liste, mise au point par le gouvernement, des pires formes de travail des enfants qui sont interdites. L'Association de placement des employés de maison de Côte d'Ivoire a œuvré pour empêcher l'exploitation des enfants domestiques. D'autres ONG ont mené campagne contre le trafic des enfants, le travail des enfants ainsi que les sévices sexuels ciblant les enfants.

#### e. Conditions de travail acceptables

Les salaires minimum variaient en fonction des catégories professionnelles et le plus bas de ces salaires minimum était fixé, dans le secteur industriel, à environ 36 607 FCFA (73,21 dollars) par mois ; ce revenu ne permettait pas au travailleur et à sa famille de jouir d'un niveau de vie adéquat. Les manœuvres du secteur bâtiments recevaient un salaire minimum légèrement plus élevé. Le gouvernement ne faisait appliquer les taux de salaire minimum qu'aux fonctionnaires salariés ou aux employés inscrits à la Sécurité sociale.

Les fédérations syndicales ont tenté de lutter pour un traitement juste des travailleurs, conformément à la loi, dans les cas où les sociétés ne respecteraient pas les normes en matière de salaire minimum ou pratiqueraient la discrimination entre certaines catégories de travailleurs, entre nationaux et étrangers, par exemple. Par exemple, en 2006, la société de gestion des déchets, Ash International, qui a cessé de fonctionner au cours de l'année, payait, par exemple, des salaires aussi bas que 12 000 FCFA (24 dollars) par mois au personnel féminin qui balayait les rues d'Abidjan. Selon leur fédération syndicale, les inspecteurs du travail ont fermé les yeux sur cette infraction à la loi.

Le gouvernement n'a pris aucune mesure pour corriger les grands écarts de salaire entre les fonctionnaires expatriés, les employés non africains et leurs collègues africains qui travaillaient pour le même employeur.

La semaine de travail normale est légalement fixée à 40 heures. La loi prévoit un paiement d'heures supplémentaires pour tout travail additionnel et une période de repos d'au moins 24 heures par semaine. La loi n'interdisait pas les heures supplémentaires obligatoires. Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi de manière active.

La loi prévoit des normes en matière d'hygiène et de sécurité dans le secteur formel ; cependant, dans le grand secteur informel, le gouvernement faisait appliquer ces normes de façon irrégulière, voire pas du tout. Les inspecteurs du travail acceptaient régulièrement des pots-de-vin. Les travailleurs du secteur formel ont le droit de refuser de ne pas s'exposer à des conditions dangereuses de travail, sans pour autant risquer de perdre leur emploi, en ayant recours au mécanisme d'inspection du ministère du Travail pour documenter des conditions de travail dangereuses. Cependant, les travailleurs des secteurs formel et informel ne pouvaient pas s'absenter de leur travail sans risquer le licenciement.

Plusieurs millions de travailleurs étrangers, venant surtout des pays voisins, étaient généralement employés dans le secteur informel où les lois du travail n'étaient pas appliquées. Ni les travailleurs migrants étrangers ni les travailleurs ivoiriens travaillant dans le secteur informel ne bénéficient des lois du travail en vigueur actuellement.